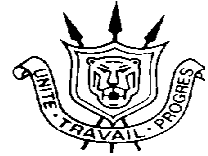




REPUBLIQUE DU BURUNDI
DEUXIEME VICE-PRESIDENCE
SECRETARIAT PERMANENT DU COMITE NATIONAL DE
COORDINATION DES AIDES



Réunion	Forum Politique du GCP (réunion ordinaire)
Président	S.E.M. le Deuxième Vice Président de la République
Co-Président	Le chef de Cabinet BNUB, Mme. Steven SEQUIERA
Modérateur	M. Pamphile MUDEREGA (SP/CNCA)
Rapporteur	Mme Anthe VRIJLANDT (SP/CNCA)
Date	Le 23 mai 2011
Lieu	Hôtel Club du Lac Tangayika
Participants	<i>(voir annexe 1)</i>
Agenda	<ul style="list-style-type: none">• Mot de bienvenue par Monsieur Pamphile MUDEREGA, Secrétaire Permanent du CNCA• Discours de M. Steven SIQUIERA, Chef de Cabinet BNUB• Allocution d'ouverture par S.E.M. le Deuxième Vice Président de la République• Présentation de la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption• Débat• Mot de clôture (S.E.M. le Deuxième Vice Président de la République)

Mot de bienvenue par Monsieur Pamphile MUDEREGA, Secrétaire Permanent du CNCA

M. Pamphile MUDEREGA du SP/CNCA a souhaité la bienvenue aux participants et a insisté sur l'importance du document sous analyse.

Discours de M. Steven SIQUIERA, Chef de Cabinet BNUB

M. Steven SIQUIERA a commencé par féliciter et applaudir le Gouvernement et le Ministre pour la qualité du document qui parle sans complaisance des défis que le pays rencontre dans le domaine de bonne gouvernance. Il a également applaudi le volet important dédié à la lutte contre la corruption. Il a souligné que la stratégie servira de cadre de référence et que les bailleurs devront aligner leurs

appuis. Les Nations Unies s'engagent à appuyer la mise en œuvre avec une attention spéciale à (1) la Lutte contre la Corruption, (2) le Renforcement du Système Judiciaire, (3) les Droits Humains et (4) la Police. Finalement, il a souhaité avoir une concertation régulière sur le plan d'action.

Allocution d'ouverture par S.E.M. le Deuxième Vice Président de la République

S.E.M. le Deuxième Vice Président a accentué l'engagement du Gouvernement d'investir dans la Bonne gouvernance et la Tolérance Zéro vis-à-vis de la corruption comme les axes phares de l'action gouvernementale.

Son Excellence a également souligné que le Burundi a déjà fourni beaucoup d'efforts pour améliorer la gouvernance dans tous les secteurs et les résultats sont appréciables à tous égards. La Stratégie sous étude en fait le point. Néanmoins, les défis restent importants et leur traitement mérite une réponse particulièrement engagée et appropriée impliquant tous les acteurs chacun selon ses responsabilités.

Pour qu'une mobilisation nécessaire des acteurs soit une réalité, la Stratégie doit être précédée et accompagnée par un changement progressif et profond de mentalités du peuple burundais.

Finalement, il a invité les Partenaires Techniques et Financiers à soutenir davantage les institutions à travers le renforcement de leurs capacités techniques et en ressources humaines. L'objectif est de renforcer l'Etat pour lui permettre d'être pleinement opérationnel afin d'assurer lui-même le leadership de la conduite de toutes les réformes qui s'avèrent nécessaires.

Avec des mots d'encouragement et de remerciement, il a ouvert les travaux du Forum Politique.

Présentation de la Stratégie de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption

S.E.M. le Ministre à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation a présenté la Stratégie (*voir présentation attachée*).

Il a brossé tout d'abord **l'historique et la méthodologie de travail**, rappelant ainsi les étapes déjà franchies :

- Enquête diagnostique effectuée en 2007, accompagnée par des consultations nationales et régionales avec toutes les couches de la vie nationale, y inclut la société civile et le secteur privé.
- Une première version de la Stratégie débattue en 2009 au Groupe Sectoriel Bonne Gouvernance, mais qui a reçue comme critique d'être trop général avec trop peu d'attention à la corruption.
- Après les élections en 2010, le Ministre a mis en place un comité interministériel qui a retravaillé le document. Ce nouveau document a été présenté au Groupe Sectoriel le 19 avril 2011 et au Forum Stratégique le 9 mai 2011.
- Il a été souligné que la Stratégie concernera le Gouvernement entier et que sa mise en

œuvre sera faite par tous les ministères.

La **Stratégie** contient trois grandes parties avec leurs axes stratégiques:

1) La Gouvernance

- a. L'amélioration de la Gouvernance Démocratique et Politique
- b. L'amélioration de la Gouvernance Administrative
- c. L'amélioration de la Gouvernance Économique
- d. L'amélioration de la Gouvernance des Sectoriels

2) La Lutte contre la Corruption

- a. La mise en place d'un cadre légal cohérent et efficace
- b. Le renforcement des capacités opérationnelles des structures chargées de la lutte contre la corruption
- c. La rupture avec l'impunité et le recouvrement des biens et avoirs détournés ou acquis illicitement
- d. Accroître la transparence dans la gestion des affaires publiques
- e. Le renforcement du partenariat avec la société civile
- f. L'éducation, l'information et la sensibilisation des citoyens, des cadres et agents de l'administration
- g. La recherche sur la corruption

3) Mécanismes de Suivi & Évaluation

- a. Le pilotage politique
- b. Le pilotage administratif
- c. Suivi & Evaluation

Débat et décisions

Les membres du Forum Politique ont exprimé une **très grande satisfaction** sur le processus consultatif et sur la qualité du document, qui fait une analyse de la situation sans complaisance.

Les propositions concrètes de changement se trouvent en annexe 2 ci-dessous.

Certains membres ont voulu mettre un **accent particulier** sur certains objectifs, qui leur paraissent importants pour une Bonne Gouvernance au Burundi :

- Pour l'**Union Européenne**, il faudra donner une attention accrue (1) au libre fonctionnement des parties politiques qui devra découler dans un dialogue politique, (2) à la volonté politique nécessaire pour améliorer le système judiciaire et, (3) au rôle de la Société Civile, qui est un élément indispensable pour la bonne gouvernance et qui doit pouvoir s'exprimer librement.
- La **Belgique** a émis le désir de passer à une validation des documents et il a répété que l'approbation de la stratégie est un des éléments pour la libération d'une enveloppe d'appui

supplémentaire de 50 millions d'EUR. Il a également souligné l'importance d'avoir une stratégie unique pour l'amélioration du Climat des Affaires (§3.3.1). Il a aussi proposé de faire une Revue Annuelle pour mesurer les avancées et donc la première revue sera faite en mai 2011. En ce qui concerne le budget, lié au plan d'action, il a proposé de se limiter aux lignes budgétaires qui concernent le Ministère de la Bonne Gouvernance même et pas les autres ministères. Le CSLP-2 pourrait intégrer ces derniers.

- La **France** a mis un accent spécial sur le rôle fondamental des médias dans la bonne gouvernance et sur l'éducation civique à tous les niveaux. Il a souhaité que le système de suivi & évaluation soit intégré comme prévu dans le Groupe de Coordination des Partenaires (GCP) de façon itérative.
- **OLUCOME** a regretté qu'il n'y ait pas d'organe représentant la presse pour assister aux débats.

La Stratégie de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption avec son Plan d'action ont été validés par applaudissement.

Conclusion

S.E.M. le Deuxième Vice – Président de la République a conclu en remerciant les participants pour leur participation et leurs contributions.

Fait à Bujumbura, le 24 mai 2011

ANNEXE 1 : Liste de présences

	Nom et Prénom	Organisations	Type d'organisation
1.	BARANKENYEREYE Appolinaire	Ministère à la présidence chargé de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation	Gouvernement
2.	BATUNGWANAYO Jean Bosco	SP/CNCA	Gouvernement
3.	BEER Dave	Grande Bretagne / DFID	PTF / Bilatéral
4.	BEYE Souleymane	Nations Unies	PTF / Multilatéral
5.	BIGIRIMANA Dorothée	RTNB	Médias
6.	BIGIRINDAVYI J.Claude	RTNB	Médias
7.	BOTHA Chris	Afrique du Sud /Ambassade	PTF / Bilatéral
8.	BREMS Dirk	Belgique / Ambassade	PTF /Bilatéral
9.	BUZINGO Séverin	Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation	Gouvernement
10.	COPPOLA Franco	Nonciature Apostolique	PTF/ Multilatéral
11.	DE LOECKER Stéphane	Union Européenne	PTF/ Multilatéral
12.	DIALLO Oumar	PNUD	PTF/ Multilatéral
13.	DIOP Tidiane	Banque Mondiale	PTF/ Multilatéral
14.	FAYE Diop Adama	PAM	PTF/ Multilatéral
15.	GAHIMBARE Jean Baptiste	Ministère à la présidence chargé de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation	Gouvernement
16.	GAHUNGU Blaise	BIRATURABA	Société civile
17.	GITERUZI Dieudonné	Première Vice Présidence de la République	Gouvernement
18.	GONZALEZ Gustavo	PNUD	PTF/Multilatéral
19.	HAKIZIMANA Haïdallah	RTNB	Médias
20.	HAVYARIMANA Léonidas	Ministère à la présidence chargé de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation	Gouvernement
21.	HE Huang	Chine / Ambassade	PTF/ Bilatéral
22.	HOEHNE Oliver	Suisse / Ambassade	PTF / Bilatéral
23.	KABURA Elidad	RTNB	Médias
24.	KANTE Mamadou Saliou	BNUB	PTF / Multilatéral
25.	KAYITESI Odette	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	Gouvernement
26.	KLEBERT Christian	France / Ambassade	PTF/ Bilatéral
27.	LAMY Jean	France / Ambassade	PTF/Bilatéral
28.	MAYELE Cesar	CFCIB	Secteur Privé
29.	MIDENDE Pascal	Ministère des Transports, des Travaux Publiques et de l'Equipement	Gouvernement
30.	MUDEREGA Pamphile	SP/CNCA	Gouvernement
31.	MUDUGU Poppon	Assemblée Nationale	Gouvernement
32.	MUENDA Jean Claude	ONU Femmes	PTF/ Multilatéral
33.	MUKANDORI Chantal	AFJB	Société civile
34.	MUPIRA Pierre	Ministère du Plan et du Développement Communal	Gouvernement
35.	MUYUKU Marie Thérèse	Deuxième Vice Présidence de la République	Gouvernement
36.	NAHAYO Adolphe	Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	Gouvernement
37.	NAHAYO Immaculée	Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	Gouvernement

38.	NAHIMANA Vestine	AFAB	Société civile
39.	NASTASIN Andrey	Russie / Ambassade	PTF/ Bilatéral
40.	NDAGIJIMANA Gad	RTNB	Médias
41.	NDAYIKENGURUKIYE M. Claire	Deuxième Vice Présidence de la République	Gouvernement
42.	NDAYIMIRIJE Melchior	OAG	Société civile
43.	NDAYISENGA Félix	Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	Gouvernement
44.	NDIHOKUBWAYO Juvénal	RT Renaissance	Médias
45.	NDIKUMAGENGE Prime	BBC	Médias
46.	NDIKUMANA Faustin	PARCEM	Société civile
47.	NDIKUMANA Jean	RT Salama	Médias
48.	NDIKURIYO Egide	Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	Gouvernement
49.	NDIKURYAYO Désiré	Deuxième Vice Présidence de la République	Gouvernement
50.	NIMBONA Alfred	Journal "Le Renouveau"	Médias
51.	NIMPAYE Emile	SP/CNCA	Gouvernement
52.	NIMUBONA Julien	Ministre de l'enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Gouvernement
53.	NINTUNZE Yollande	Deuxième Vice Présidence de la République	Gouvernement
54.	NITEREKA Bonose	CAP-FIDA	PTF/ Multilatéral
55.	NIZEYE Fabrice	RT salama	Médias
56.	NIZIGAMA Clotilde	Ministère des Finances	Gouvernement
57.	NIZIGIYIMANA Seconde	USA / USAID	PTF/ Bilatéral
58.	NKENGURUTSE Christian	CFCIB	Secteur Privé
59.	NKURUNZIZA Philémon	Radio REMA FM	Médias
60.	NSAVYIMAMANA Aaron	PNUD	PTF/ Multilatéral
61.	NSHORIRAMBO Jean Robert	Journal "UBUMWE"	Médias
62.	NTAKABURIMVO M. Ancilla	Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	Gouvernement
63.	NTANGAMAJERI Diomède	Assemblée Nationale	Gouvernement
64.	NTUNZWENAYO Arthémon	SP/REFES	Gouvernement
65.	ROELS Cees	Pays Bas / Ambassade	PTF/Bilatéral
66.	RUFYIRI Gabriel	OLUCOME	Société civile
67.	RWEMERA Frida	AFAB	Société civile
68.	SENDAZIRASA Annonciata	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	Gouvernement
69.	SEURS Griet	RESO	ONG
70.	SHOJI Koichi	JICA	PTF/ Bilatéral
71.	SIQUEIRA Steven	BNUB	PTF/ Multilatéral
72.	SLUTZ Pamela	USA / Ambassade	PTF/Bilatéral
73.	SMETS Jozef	Belgique / Ambassade	PTF/ Bilatéral
74.	SOEGAARD Vibeke	Norvège / Ambassade	PTF / Bilatéral
75.	TANI Marie Louise	BNUB	PTF/ Multilatéral
76.	TEMBON Mercy	Banque Mondiale	PTF/ Multilatéral
77.	VRIJLANDT Anthe	SP/CNCA	Gouvernement
78.	WEISS Joseph	Allemagne / Ambassade	PTF/Bilatéral
79.	YAO Koffi	FMI	PTF/ Multilatéral
80.	YU Xuzhong	Chine / Ambassade	PTF/ Bilatéral

Annexe 2 : Liste de propositions concrètes pour amélioration du document

Propositions de changement du document de Stratégie	
Général	Ajouter un chapitre sur le rôle du secteur privé dans la bonne gouvernance
Axe 1	Ajouter : nécessité de renforcer/améliorer le leadership politique
§ 1.3	Ajouter : Garantir l'indépendance des magistrats par des actions préalables en leur dotant des moyens suffisants (tel que prévu dans la Politique Nationale de la Justice), des capacités (par une école de magistrature ou à l'ENA) et de l'intégrité (formation déontologique)
§ 1.4	Ajouter : Renforcer le contrôle démocratique (parlement) et civile (société civile) sur les Services de sécurité.
§ 1.5	Le document pourrait faire référence au Protocole International des Droits Civils de la Cours Africaine.
§ 1.5	Ajouter l'idée qu'il faut garantir la sécurité des défenseurs de droits de l'Homme
§ 1.6	Comme prévu dans le plan d'Action d'Accra, il faudra mettre un accent sur le renforcement des capacités de la Société Civile.
§ 1.6	La loi sur le droit à l'information, non seulement à la presse, mais aussi à la Société Civile.
Axe 2	Ajouter la mise en place de l'Ombudsman comme avancée et comme objectif : le renforcement de cette institution.
	Autre avancée : l'installation d'un logiciel pour les paies et les salaires, qui a donné comme résultat une chute considérable de la masse salariale.
	Défis : Remplacer la phrase « le dialogue social insuffisant » par « non fonctionnement des structures existantes du dialogue social ».
§ 2.1.6	Enlever la phrase « Faire une évaluation des besoins en renforcement des capacités », car l'étude a été déjà faite, financée par Gutwara Neza.
§ 2.4.1	Ajouter « prestation de serment » telle que mentionnée dans le statut des fonctionnaires.
§ 2.6 (nouveau)	Renforcer et étendre la déconcentration administrative.
§ 2.7 (nouveau)	Recourir à l'opérationnalisation de l'Initiative des Résultats Rapides à tous les niveaux qui est déjà institutionnalisée.
Axe 3	Ajouter un objectif : renforcer le contrôle (par des audits) sur des instances qui ne subissent pas de contrôle pour le moment (Présidence, Assemblée, Police)

§ 3.1	Toutes les références aux multiples comptes spéciaux devront être enlevés, car il existe un compte unique du trésor. Enlever la phrase « La trésorerie de l'Etat est ainsi fragmentée, ce qui explique en partie le recours excessif aux avances de la BRB pour financer certaines dépenses. » Le recours aux avances de la BRB est surtout le résultat des retards des Appuis Budgétaires.
§ 3.4	Ajouter le rôle de la Bonne Gouvernance dans les autres mécanismes d'intégration régionale (CEPGL, SADC, CCCDC, Bassin du Nile, Bassin Lac Tanganyika).
Axe 5	Il faudra inclure quelques paragraphes sur les forces et les faiblesses des institutions intervenantes dans la Lutte contre la Corruption.
§ 5.1.6	Inclure le rôle de l'église dans l'éducation civique

Propositions de changement du Plan d'Action	
§ 1.1.1	Ajouter (tâches spécifiques) : Partager le propos de la nouvelle loi sur les élections avec les chefs des missions avant que la loi ne parte au Conseil des Ministres.
§ 1.1.2	Changer (Tâches spécifiques) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ La mise en place des conditions favorables pour le dialogue politique ▪ Rendre plus fonctionnel le forum de concertation des partis politiques. ▪ Formation à l'éducation civique (démocratie, consolidation de la paix) Ajouter (Résultats attendus) : Un climat politique apaisé Ajouter (Indicateurs) : Un dialogue politique qui fonctionne
§1.2.2	Associer la Société Civile au travail du Parlement.
§ 1.2.3	Ajouter (Responsables) : Ministère du Plan et du Développement Communal
§ 1.2.4	A enlever et harmoniser avec § 1.1.2
§ 1.2.5	Ajouter (Tâches Spécifiques) : Effectuer une étude minutieuse pour analyser les contours de la mise en place de la Haute Cour de Justice
§ 1.3.1	Changer la tâche spécifique en : « Améliorer le fonctionnement interne du Conseil Supérieur de la Magistrature et la mise en œuvre de ses missions conformément au cadre légal existant. »
§ 1.3.2	Changer la première tâche spécifique en : « Elaborer une réglementation sur l'autonomie financière de la justice. »
§ 1.5.4	Ajouter : (Objectif) les cas de torture ; (Tâches spécifiques) Examiner les

	nouveaux cas d'exécutions extrajudiciaires et les cas de torture par des instances habilitées ; (Résultats attendus) Le passage en justice à travers une enquête renseignée.
§ 1.5.5	Changer la première tâche spécifique : « Renforcer et améliorer le programme de formation des acteurs de la société civile en matière de défense des droits de l'homme. »
§ 2.1.8	Changer la tâche spécifique en « Mettre en œuvre le Programme National de Réforme de l'Administration Publique. »
§ 3.1.	Ajouter un objectif sur les audits des finances publiques
§ 3.1.1	Revoir toute ligne conforme au nouveau Code des Impôts
§ 3.1.6	Ajouter (Tache spécifique) : Renforcement des capacités de la « Cellule sur le Renseignement Financier » pour la mise en œuvre effectif de la Loi portant Lutte contre le Blanchissement de Capitaux et de Financement du Terrorisme (du 4 février 2008)
§ 3.3.2	Ajouter (Responsables) : Ministère Travaux Publiques
§ 3.3.8	Ajouter les aspects liés aux centres d'arbitrage
§ 3.4	Ajouter les autres mécanismes d'intégration régionale (CEPGL, SADC, CCCDC, Bassin du Nile, Bassin Lac Tanganyika) et pour les responsables : Ministère des Relations Extérieures.
§ 5.1.5	Ajouter (Responsables) : Secteur Privé
§ 5.1.6	Ajouter (Responsables) : Secteur Privé